

**PÔLE RÉGIONAL CORAF DE RECHERCHE
SUR LES SYSTÈMES IRRIGUÉS
PSI-CORAF / SÉNÉGAL**



**APPUI AUX TRAVAUX EN ÉCONOMIE DES FILIÈRES
DU PÔLE SYSTÈMES IRRIGUÉS**

**Rapport de mission au Mali et au Niger
du 26 octobre au 6 novembre 1998**

Hélène DAVID-BENZ

APPUI AUX TRAVAUX EN ÉCONOMIE DES FILIÈRES
DU PÔLE SYSTÈMES IRRIGUÉS

Rapport de mission au Mali et au Niger
du 26 octobre au 6 novembre 1998

Hélène DAVID-BENZ

SOMMAIRE



| | |
|--|-----------|
| 1. CONTEXTE ET OBJECTIFS DE LA MISSION | 3 |
| 2. LE MALI | 3 |
| 2.1. Un aperçu de la diversification à l'Office du Niger | 3 |
| 2.1.1. <i>L'échalote : une place prépondérante</i> | 4 |
| 2.1.2. <i>La tomate : une progression limitée</i> | 5 |
| 2.2. Etat d'avancement | 7 |
| 2.2.1. <i>Fonctionnement des exploitations</i> | 7 |
| 2.2.2. <i>Suivi des échanges frontaliers avec le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire et la Guinée</i> | 8 |
| 2.2.3. <i>Analyse de la filière tomate</i> | 8 |
| 2.2.4. <i>Caractérisation de la production de pomme de terre à l'Office du Niger</i> | 8 |
| 2.3. Programme pour 1999 : axes de travail en économie et moyens à mettre en oeuvre | 9 |
| 2.3.1. <i>Fonctionnement des exploitations</i> | 9 |
| 2.3.2. <i>Echanges frontaliers</i> | 9 |
| 2.3.3. <i>Synthèse diversification</i> | 10 |
| 2.4. Remarques générales | 10 |
| 3. LE NIGER | 11 |
| 3.1. Activités du PSI | 11 |
| 3.2. Partenariat et sources d'information en économie | 12 |
| ANNEXES | 13 |

1. CONTEXTE ET OBJECTIFS DE LA MISSION

Cette mission a été effectuée avec Philippe Godon, animateur de la composante "Diversification" du Pôle systèmes irrigués. Le présent rapport vient en complément de celui de Ph. Godon, et aborde essentiellement les aspects économiques du programme.

Les objectifs de la mission étaient :

- de faire le point sur l'état d'avancement des travaux de la composante "Diversification" et apporter un complément d'appui méthodologique ;
- d'identifier les résultats de l'année pouvant faire l'objet d'une présentation lors du comité de coordination de décembre 1998 ;
- d'apporter un appui à la programmation des activités de la composante, pour l'année 1999, dans la perspective d'un aboutissement des travaux et de rédaction de communications pour l'atelier de synthèse de décembre 1999.

Au Mali, les activités en économie du PSI ont débuté en fin 1996, avec l'arrivée de Yenizie KONE à Niono. Une première mission d'appui a été effectuée en novembre 1996 par l'auteur, afin d'aider à préciser les axes de recherches et les dispositifs à mettre en place sur les aspects économiques¹. Une seconde mission d'appui a eu lieu en mars 1998².

Au Niger, suite au départ en 1997 de l'agro-économiste, correspondant et unique élément de la composante diversification, la composante s'est trouvée totalement dépourvue. Plutôt qu'un suivi des travaux en cours, il s'agissait de rassembler quelques éléments sur la problématique de la diversification au Niger et d'identifier d'éventuels partenaires pour la 2ème phase du PSI.

2. LE MALI

2.1. Un aperçu de la diversification à l'Office du Niger

L'Office du Niger a longtemps cherché à interdire le développement de toute autre culture que le riz. Lors des réhabilitations les plus récentes, le maraîchage n'a été autorisé que sur les petites surfaces de jardin prévues spécifiquement à cet effet. Le développement du maraîchage dans les casiers ou hors casiers a été soit réprimé, soit traité par le mépris (l'absence de statistiques est révélatrice). Pourtant, une progression remarquable a été observée au cours de ces dernières années : les superficies ont augmenté de 70% entre 93/94 et 97/98, passant de 1 750 ha à 3 000 ha (production estimée à 80 000 t en 97/98, dont 93% d'échalotes ; URDOC, 1998). Face à cette montée en puissance, l'Office du Niger s'est finalement résolu à reconnaître l'importance des cultures de diversification.

1. BENZ, 1996. Rapport de mission au Mali, du 11 au 23 novembre 1996. CIRAD-CA, Montpellier.

2. DAVID-BENZ, 1998. Appui aux travaux en économie des filières du PSI Mali. Rapport de mission du 19 au 26 mars 1998. PSI - ISRA, Saint-Louis.

Evolution des superficies des cultures maraîchères à l'Office du Niger

| | 1993/94 | 1994/95 | 1995/96 | 1996/97 | 1997/98 |
|---------------------------|---------|---------|---------|---------|---------|
| Superficie totale (ha) | 1 751 | 1 377 | 1 879 | 2 438 | 3 000 |
| Superficie échalote (ha) | 1 320 | 957 | 1216 | 1 556 | 2 650 |
| % échalote | 75% | 69% | 65% | 64% | 88% |
| Production échalote (t) | 38 544 | 23 200 | 36 480 | 37 344 | |
| Rendement échalote (t/ha) | 29 | 24 | 30 | 24 | |

Source : Office du Niger (cité par Chohin-Kuper et al., 1998 ; URDOC, 1998)

La souplesse de l'accès à l'eau et le très faible montant de la redevance pour les cultures de contre saison favorisent indéniablement les cultures maraîchères. Leur intégration dans les parcelles rizicoles est également motivée par le bénéfice tiré de cette rotation grâce à la matière organique apportée pour le maraîchage. D'après une enquête menée en 1997 auprès de 195 exploitations, 27 % de la surface maraîchère est dans les soles maraîchères, 35% dans les casiers de riz, 37% hors casier (Chohin-Kuper et al., 1998). Cette intégration est particulièrement marquée dans les zones réaménagées : la part de la surface maraîchère cultivée dans les casiers à riz atteint 60% dans la zone de Niono.

Par ailleurs, le succès du maraîchage s'appuie sur la fonction sociale qu'il occupe : l'essentiel des surfaces maraîchères est exploité par des femmes ou des dépendants du chef d'exploitation (75% des parcelles détenues par des femmes ; échantillon Chohin-Kuper et al. 1998). Aussi, le revenu qui en est tiré permet-il à ces derniers de gagner une certaine autonomie, ce que le riz, qui reste l'appanage du chef de famille, ne permet pas.

2.1.1. L'échalote : une place prépondérante

La dévaluation a largement contribué à stimuler les productions maraîchères, en favorisant notamment l'échalote locale par rapport à l'oignon hollandais. Juste après la dévaluation (94/95), l'Office du Niger occupe plus du tiers de la surface cultivée en alium au Mali, avec 957 ha. Après une baisse ponctuelle en 94/95, liée notamment à des travaux de réfection de canaux, la progression des surfaces a été de 28%, puis 70% les 2 années suivantes, pour atteindre 2 760 ha en 97/98.

L'attrait de l'échalote s'explique par une rentabilité nettement supérieure à celle du riz : plus d'1 million de Fcfa/ha pour l'échalote³ (Chohin et al., 1998), contre 250 à 350 000 Fcfa/ha pour le riz (Koné, 1998). Avec une surface moyenne de 0,21 ha d'échalote, le revenu brut par exploitation atteint 230 000 Fcfa. La rémunération de la journée de travail s'élève à 2 550 Fcfa pour les parcelles des femmes et 3 500 Fcfa sur les parcelles des chefs de famille. Pour ces derniers, qui disposent de la possibilité de faire du riz de contre-saison, l'échalote s'avère significativement plus productive, la rémunération de la journée de travail s'élevant à 2 200 Fcfa pour le riz (Chohin et al., 1998).

Le contexte actuel étant très favorable à la production, on peut légitimement s'interroger sur la

3. Alors que le rendement de l'échantillon analysé est relativement faible (14 t/ha) par rapport aux valeurs souvent citées en référence pour la zone.

capacité du marché à continuer à absorber une telle croissance.

Afin de faciliter l'écoulement de la production, un début de concertation entre les partenaires de la filière a été impulsé par l'URDOC et de l'APROFA. Plusieurs rencontres ont été organisées depuis décembre 96, faisant ressortir les préoccupations suivantes :

- améliorer la qualité, notamment par des itinéraires techniques plus adaptés, mais également par une amélioration du conditionnement et des conditions de transport ;
- disposer d'arguments de négociation pour les producteurs : meilleure connaissance de la détermination des prix (en fonction de critères de qualités et du coût de production) à diffuser auprès des producteurs
- améliorer la gestion des stocks
- favoriser les rencontres entre producteurs et commerçants, le regroupement de l'offre et de la demande (par l'organisation de points de vente) et la diffusion des prix et de l'état des stocks
- faciliter l'accès au crédit de commercialisation
- sécuriser les formes de contractualisation entre producteurs et commerçants

Ces préoccupations interpellent directement la recherche et ouvrent des voies de collaboration avec le développement sur :

- la mise au point d'itinéraires techniques permettant d'améliorer la capacité de conservation
- une analyse de la formation des prix, en intégrant les coûts et les spécifications de qualité
- une analyse du fonctionnement du marché et de modes de coordination entre producteurs et commerçants

2.1.2. La tomate : une progression limitée

De son côté, la production de tomate a été stimulée par la demande de la SOMACO. La conserverie a commencé à se tourner vers la zone de l'Office du Niger en 1994, suite aux attaques de virose (TYLCV) et aux travaux de réhabilitation qui ont fait chuté la production du périmètre de Baguinéda, son principal centre de collecte.

Les contrats portent essentiellement sur :

- la fourniture de semences, l'engagement à collecter et à payer au comptant à 35 Fcfa/kg, pour la SOMACO
 - l'engagement à respecter le calendrier cultural fixé et à livrer la tomate produite, pour les associations villageoises
- (Zuppiroli, 1997)

Mais, compte tenu des difficultés de gestion et des pannes fréquentes dues à la vétusté de l'usine, les surfaces sous contrat sont restées faibles et les volumes collectés très irréguliers. Les interactions entre le marché du frais et les achats de l'industriel contribuent à déstabiliser les conditions d'écoulement. En 1996, les prix du marché de consommation sont restés très supérieurs à ceux de la SOMACO, incitant les producteurs à ne pas respecter leurs engagements de livraison. Au contraire en 1997, l'irrégularité de l'achat de la SOMACO a conduit à un effondrement des prix, les producteurs mettant sur le marché la tomate non collectée.

La consommation annuelle du Mali est d'environ 5 000 t de concentré par an (soit un équivalent de 30 000 t frais, ce qui représenterait environ 1 200 ha dans les conditions de production actuelles de l'Office). Mais depuis le début des années 90, la SOMACO a assuré au mieux 20%

de cette demande, essentiellement à partir de triple concentré importé. Depuis la dévaluation, ce mode de production est devenu trop onéreux. Mais la collecte de tomate n'en a pas pour autant progressé : la production de concentré issu de tomates fraîches a atteint un maximum de 417 tonnes, en 1993 et 1994, puis a régressé.

Production de concentré par la SOMACO

| | Tomates fraîches collectées (tonnes) | Production de concentré (tonnes) | |
|------|--------------------------------------|----------------------------------|--------------------------------------|
| | | A partir de tomates fraîches | A partir de triple concentré importé |
| 1991 | 300 | 50 | 1000 |
| 1992 | 500 | 83 | 1000 |
| 1993 | 2500 | 417 | 800 |
| 1994 | 2500 | 417 | 750 |
| 1995 | 2100 | 350 | 750 |
| 1996 | 2100 | 350 | 600 |
| 1997 | 1400 | 233 | - |

Source : SOMACO

Compte tenu de la capacité actuelle de l'usine (de 30 t/jour de tomates fraîches), même en bonnes conditions de fonctionnement, sa capacité de transformation ne peut guère excéder 450 t de concentré (pour une campagne de trois mois). Avec des rendements de 25 t/ha, 110 ha sont donc suffisants pour assurer son approvisionnement. Le périmètre de Baguinéda n'a pas été remis en service pour la campagne de SF 97/98, mais sur un total de 3 000 ha, 500 ha sont potentiellement cultivables en tomate. Dans ces conditions, il est clair qu'à court terme, en l'absence de nouveaux équipements de transformation, la zone de l'Office du Niger ne peut compter sur l'industrie de la tomate pour offrir des débouchés significatifs.

Par contre, il reste à préciser les conditions dans lesquelles un investissement localisé à proximité de la zone de l'Office du Niger serait viable.

Dans l'immédiat c'est donc surtout sur le marché en frais que l'Office du Niger peut compter. Là aussi, la reprise des activités sur le périmètre de Baguinéda et la capacité à maîtriser les problèmes de virose seront déterminants, le potentiel de production de ce périmètre permettant à lui seul de couvrir les besoins de Bamako⁴.

4. Estimation rapide de la consommation de Bamako :

- Consommation de légumes : 34 kg/pers/an (FAO, 96)

- Estimation de la consommation de tomates : 5 à 9 kg/pers/an (par analogie à des enquêtes récentes à Nouakchott, où la consommation de tomates se situe entre 6 et 10 kg/pers/an, sur une consommation totale de légumes de 40 kg/pers/an ; M. Laurent, 1999, PSI/CNRADA, travaux en cours).

=> consommation totale de 5000 à 9000 t/an, soit 200 à 450 hectares.

Le marché de Bamako apparaît donc rapidement saturé, à moins de parvenir à un étalement plus important de la production.

2.2. Etat d'avancement

(voir le rapport de mission au Mali du 19 au 26 mars de H.DAVID-BENZ pour la programmation 1998)

2.2.1. Fonctionnement des exploitations

. Enquêtes spécifiques PSI

L'équipe PSI a démarré des enquêtes de façon autonome en mars 1997, dans l'attente d'un programme commun avec le programme GEA⁵ - cf. ci-après), afin de prendre en compte la campagne de contre saison.

L'échantillon porte sur une soixantaine d'exploitations, réparties dans sept villages de la zone de Niono et de Macina. Cet échantillon comprend les 10 exploitations sur lesquelles le travail sur l'arrière effet des cultures maraîchères a été mené.

Ce suivi a été interrompu en septembre 1997, afin de redémarrer un suivi commun avec le GEA.

La saisie de ces données est terminée mais les traitements n'ont pas encore été effectués. Les fichiers ont été revus en détail au cours de la mission, pour identifier les nettoyages restant à faire et les traitements à effectuer en priorité (cf. annexe 2).

. Enquêtes GEA / PSI

Les enquêtes du GEA ont débuté en novembre 1995, auprès de 35 exploitations des zones de Niono, N'Débougou, Molodo. Le choix des villages et des exploitations a été fait sur la base d'une typologie des exploitations réalisée en 1994⁶ (basée sur le niveau d'autosuffisance, l'équipement, le cheptel et la population active).

L'orientation des questionnaires a progressivement évolué :

1996 : 4 villages, 35 exploitations. Structure de l'exploitation, système d'élevage, itinéraires techniques et coûts de production du riz - hiv. 96. Les résultats sont présentés dans le document du Comité technique régional de la recherche agronomique, 5ème et 6ème sessions (avril 96 et avril 97).

1997 : même échantillon. Le maraîchage est intégré à partir de la contre-saison 97. Les données sur les itinéraires techniques et les coûts de production pour le riz de l'hivernage 96/97 et 97/98 ont été analysés. Un document est en cours de finition. Les données concernant le maraîchage ont été saisies mais ne sont pas encore traitées. Il a été recommandé au cours de la mission de les traiter en priorité, afin de disposer rapidement des budgets de culture pour les différentes productions.

• 1998 : échantillon réduit à 18 exploitations. Des éléments plus économiques sont intégrés (notamment la commercialisation). Les données ne sont pas encore exploitées.

5. GEA : gestion des exploitations agricoles.

6. Dynamique d'évolution des exploitations agricoles dans la zone d'intervention de l'Office du Niger, ICRA, 1994.

2.2.2. Suivi des échanges frontaliers avec le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire et la Guinée.

Le dispositif de collecte de données a été mis en place en mars 1997, en collaboration avec l'Institut du Sahel (A. Chohin). Il concerne :

- Vers le Burkina : tous les produits et sous-produits agricoles, au poste frontière de Kouri.
- Vers la Côte d'Ivoire : tous les produits et sous-produits agricoles, au poste frontière de Zégoua.
- Vers la Guinée : tous les produits agricoles, au poste de frontière de Kourémalé (A. Chohin)

Les données de l'année 1997 ont été traitées, et un premier jet de bulletin a été préparé. Quelques commentaires y ont été apportés au cours de la mission en vue d'une première diffusion.

2.2.3. Analyse de la filière tomate

Une étude de la filière tomate avait été prévue dans le cadre du PSI depuis 1997. Parallèlement, l'APROFA s'est adressé à l'IER pour réaliser 3 études sur les filières tomate, échalote et pomme de terre à l'échelle nationale. Une convention a été signée avec le programme Ecofil.

Compte tenu de la similitude du sujet, les équipes PSI et Ecofil avaient tout intérêt à s'associer dans ce travail, afin de valoriser au mieux des ressources humaines limitées. Une première discussion a eu lieu au cours de la mission de mars 98, avec O. Sanogo (responsable de Ecofil) et A.O. Kergna (interlocuteur d'Ecofil pour la convention avec l'APROFA).

Un canevas général de l'étude avait été dressé avec Y. Koné, la proposition de répartition du travail devant être soumise au coordonnateur du PSI et au responsable d'Ecofil (cf. Rapport de mars 98). Bien que le principe de cette collaboration ait été appuyé par la direction scientifique, les deux parties n'ont malheureusement pas réussi à s'entendre.

Faute d'accord, l'étude a finalement été conduite par Ecofil. De nouvelles enquêtes ont été menées au niveau de la production, sans chercher à valoriser les données déjà existantes, et l'aval de la filière, mal connu, a été relativement négligé.

Ce manque de coordination est d'autant plus regrettable que les chercheurs des deux équipes étaient prêts à collaborer. Cette situation reflète certains malentendus entre Ecofil et le volet économie du PSI qu'il serait bon de lever (implication d'Ecofil dans le PSI, position de Y. KONE par rapport à Ecofil).

2.2.4. Caractérisation de la production de pomme de terre à l'Office du Niger

La production de pomme de terre a été initiée à l'Office du Niger en 1997. Faute de semences, le PSI n'a pu effectuer les essais prévus. Par contre, un étudiant de l'IPR de Katibougou effectue un stage depuis avril 98 pour caractériser les conditions actuelles de production :

- identification des zones de production
- estimation des surfaces
- identification des systèmes de production et des contraintes

L'URDOC conduit un suivi de parcelles auprès d'une dizaine d'exploitations pour la campagne 1997/98. Il serait bon que ces informations soient prises en compte par le stagiaire de l'IPR

2.3. Programme pour 1999 : axes de travail en économie et moyens à mettre en oeuvre

La priorité pour 1999 est de finaliser les travaux en cours, afin de parvenir à des résultats cohérents en fin de première phase. Toutefois, les dispositifs de suivi doivent être maintenus, afin de ne pas pénaliser le besoin de continuité.

2.3.1. Fonctionnement des exploitations

La finalisation de ce travail, en collaboration avec le GEA, doit être effectuée en priorité (finir la saisie, traiter et analyser les données). L'intérêt de tels suivis est de pouvoir disposer d'une information régulière, qui puisse servir d'aide à la décision pour les orientations de la recherche, les interventions du développement et les décisions de politique agricole.

- Enquêtes PSI de mars à sept. 97. Les principaux traitements à effectuer ont été identifiés lors de la mission de mars 98 (cf. annexe 2).

- Suivi GEA / PSI. Les données des campagnes de saison sèche 97 et 98 sont également à finir de saisir et à analyser. Les principaux axes d'analyse sont :

- . la caractérisation des exploitations pratiquant la diversification
- . la position des cultures de diversification dans le groupe familial (accès au foncier, travail et revenus)
- . la place des cultures de diversification par rapport au riz
- . les itinéraires techniques
- . les structures de coûts et de revenus
- . les stratégies de mise en marché

Le suivi sur l'échantillon GEA peut être poursuivi au cours de la campagne de saison froide 98/99, dans la mesure où il ne pénalise pas le travail d'analyse des campagnes précédentes. Par contre, la poursuite du suivi rapproché des 10 exploitations de l'essai "arrière effet" comporte peu d'intérêt.

☛ Moyens à mettre en oeuvre :

L'économiste du PSI ne peut disposer de suffisamment de temps pour superviser le déroulement des enquêtes, saisir les données, les traiter, les analyser et rédiger. D'autres ressources humaines doivent être mobilisées :

- 1 agent de saisie (2 mois)
- 1 stagiaire, pour suivre les enquêtes de CSF 98/99 et en exploiter les données (6 mois).

2.3.2. Echanges frontaliers

La quantification des flux impose de maintenir un suivi permanent ; le dispositif sera donc maintenu tout au long de l'année 99.

Le premier bulletin, qui doit être diffusé le plus rapidement possible, ne comporte que les données de 97. Les données de 98 seront présentées dans le bulletin suivant, début 99. Par la suite, la publication devrait être semestrielle.

Quelques éléments d'amélioration à apporter au dispositif :

- Quelques enquêtes qualitatives, auprès des commerçants et des transporteurs, devraient

permettre d'une part de vérifier la validité du dispositif actuel de collecte de données, d'autre part d'avoir quelques éléments sur le fonctionnement des réseaux commerciaux (qui sont les commerçants, comment sont-ils organisés, où sont les points de rupture de charge, y a-t-il des liens privilégiés entre certains produits ...)

- Les flux avec le Sénégal. La route entre Tambacounda étant en cours de mise en état, il faut s'assurer que l'essentiel de la marchandise continue à passer par le train (l'information peut alors être recueillie auprès de la régie de chemin de fer), et non par la route.

- Les flux avec la Mauritanie. Une rapide prospection à Kourouma et à Sokolo devrait permettre de préciser à quelques points de passage les flux peuvent être appréhendés.

☛ Moyens à mettre en oeuvre :

- Poursuite du partenariat avec l'INSAH pour le dispositif général et la valorisation des données, avec le service du conditionnement, l'ONT et le SIM pour la collecte des données. Prise en compte des flux Mauritanie à prévoir.

- Missions trimestrielles de l'économiste pour récupérer les données et collecter des informations complémentaires sur le fonctionnement des réseaux.

2.3.3. Synthèse diversification

Dans la perspective de la fin des travaux de 1ère phase, une synthèse des acquis sur la diversification doit être préparée, sur la base des travaux du PSI et d'autres travaux disponibles. Sur les aspects économiques, les points suivants seront développés :

- dynamique du développement du maraîchage à l'ON,
- caractérisation des exploitations et place des produits de diversification,
- performances économiques des cultures de diversification,
- fonctionnement des principales filières et perspectives de développement des marchés.

Un plan de fiche synthétique est proposé en annexe. L'élaboration de telles fiches pour les principaux produits de diversification permettra de rassembler une information de base homogène et facilement comparable entre les 4 pays.

2.4. Remarques générales

Le programme prévu pour 1998 n'a été que partiellement couvert. Les principales contraintes semblent avoir été :

- le manque de disponibilité de Y.KONE qui, étant le seul économiste du centre, est constamment sollicité.

- l'absence de mobilisation de stagiaires efficaces, pouvant assurer un travail d'enquête et de traitement de données, avec l'appui du chercheur.

- les difficultés de mise en oeuvre d'une collaboration avec Ecofil.

Par ailleurs, le statut de l'économiste au sein du PSI demeure floue ; il ne figure notamment sur aucun des documents émanant de la coordination régionale. Ce point mérite d'être clarifié par le coordonnateur national, notamment en vue de l'atelier de fin 1999 et de la préparation de la 2ème phase du PSI.

3. LE NIGER

3.1. Activités du PSI

L'équipe du PSI Niger ne comporte pas de chercheur travaillant sur la diversification. L'agro-économiste qui avait été identifié comme le correspondant de la composante est parti à l'ADRAO à Bouaké.

Un étudiant en économie effectue son mémoire avec le PSI. Il a entamé depuis 1997 une étude sur les revenus des producteurs (périmètres de Yelwani, Kourani Baria, Lossa - région de Tillabéry). Etant reparti au Maroc, où il suit sa formation, pour rédiger son rapport, nous n'avons pu avoir aucune information sur ces résultats⁷.

Discussion autour des indicateurs économiques utilisés dans l'étude du périmètre de Karaïgourou (composante GTOSFI) :

- Précisions autour de la notion de coût d'opportunité.

"Le coût d'opportunité d'un bien ou d'un service est mesuré par la valeur qu'il aurait dans sa meilleure utilisation alternative." (Fabre, 1996⁸). Il s'agit donc d'une estimation, dont la précision dépend de la connaissance du contexte économique global.

. Pour le coût d'opportunité du travail (familial), on utilise souvent le salaire minimum officiel, ou salaire d'un ouvrier agricole, dans le domaine agricole. Mais, s'il n'y a pas réellement d'alternative de travail tout au long de la campagne, cette valeur théorique a peu de sens. Il est souvent préférable - et c'est ici le cas - de calculer dans un premier temps le coût de production et le revenu sans rémunération fictive du temps de travail familial. Puis, connaissant le temps de travail familial et le revenu généré, de calculer la rémunération d'une journée de travail.

. Pour le coût d'opportunité du capital, l'usage est de le calculer en multipliant le montant total immobilisé durant la campagne, par le taux d'intérêt bancaire à court terme (pour la durée d'immobilisation). Là encore il s'agit d'une approximation qui a souvent peu de lien avec le contexte réel (inexistence de système bancaire officiel accessible aux paysans, taux d'intérêt souvent beaucoup plus élevé dans "l'informel").

. Pour le coût d'opportunité de la terre : tarif en vigueur pour la location de terres similaires.

D'une façon générale, cette notion de coût d'opportunité n'a pas lieu d'être dans un calcul financier de coût de production et de revenus, qui nous concerne ici. Elle ne rentre en jeu que si l'on aborde une analyse économique (choix dans l'allocation des ressources...).

- Rappel de définitions :

produit brut = volume total de la production x valeur unitaire (l'autoconsommation, le produit utilisé comme paiement en nature et les stocks sont valorisés au prix du marché)

revenu brut = produit brut - charges (hors amortissements)

revenu net = produit brut - charges - amortissements

7. Les objectifs, la méthode et une analyse de l'évolution de rendements et des prix des intrants et du paddy sont présentés dans le rapport d'activité 1997 du PSI/INRAN.

8. Fabre Pierre, 1996. Analyse financière et économique des projets de développement. Commission européenne, Série méthodes et instruments pour la gestion du cycle de projet, n°2, 410 p.

3.2. Partenariat et sources d'information en économie

- A l'INRAN

Nous avons rencontré Seyni AMADOU, jeune docteur en économie récemment embauché à l'INRAN. Son activité principale concerne actuellement une étude sur les systèmes de production à base de céréales traditionnelles.

Sa bonne connaissance des approches filière (thèse à l'ENSA de Montpellier sur le fonctionnement du marché des céréales au Niger) et son intention de démarrer un travail sur la filière riz le rapproche des préoccupations du PSI. Dans la perspective d'une 2ème phase du PSI, il serait très souhaitable d'envisager la possibilité de l'intégrer à l'équipe.

- OPAM/SIM

Le SIM suit depuis 1990 les prix à la collecte et à la consommation des principales céréales, du riz et du niébé, en zone rurale et urbaine.

Dans le cadre du projet Radhort⁹, le SIM s'intéresse depuis début 1998 aux prix des principaux fruits et produits maraîchers et effectue un suivi hebdomadaire à Niamey (cf. annexe 3).

9. RADHORT : réseau africain pour le développement de l'horticulture (FAO).

ANNEXES

Annexe 1 : Liste des personnes rencontrées

Annexe 2 : Enquêtes exploitations mars à sept. 97 - Principaux traitements à effectuer.

Annexe 3 : Evolution du prix des légumes à Niamey

Annexe 4 - Canevas de fiche synthétique par produit

Annexe 5 - Documents collectés au cours de la mission

ANNEXE 1 - LISTE DES PERSONNES RENCONTRÉES

MALI

IER et PSI :

Bino. TEME, directeur scientifique
A. C. CISSE, directeur du CRRA de Niono
Yacouba DOUMBIA, correspondant de la composante diversification
Yenizié KONE, SPGRN, économiste PSI
Florence OUVRY, hydrologue PSI
Nicolas CONDOM, doctorant CIRAD / PSI
Jean-Michel SOURISSEAU, doctorant CIRAD / PSI
S. TRAORE, directeur du centre de Kogoni
M. TRAORE, stagiaire PSI à Kogoni
O. SANOGO, responsable d'Ecofil
A.O. KERGNA, chercheur Ecofil

URDOC :

P. BULTEAU, chef de projet
Y. COULIBALY, adjoint au chef de projet

INSAH :

A. CHOHIN, chercheur ATD

Mission de coopération :

L. BEDU, conseiller de mission

SOMACO :

Amadou HACKO, directeur

NIGER

INRAN et PSI

M. OUMAROU, directeur général
Illiassou Mossi MAIGA, animateur de la composante GTOSFI
SABIOU, agronome cultures irriguées (Diffa)
Seyni HAMADOU, agro-économiste

ANPIP :

Amadou Alaoury DIALLO, directeur général
Ayoub MOUSSA, directeur de la mise en valeur

ONAHA :

Amadou IDRISSE, directeur général
Naroua DJIBO, directeur de la mise en valeur

Périmètre de Tillakaina :

Saliou Daouda, directeur de périmètre

SIM / OPVN :

Sani LAOUALI, responsable SIM

Mission de coopération :

Claude TROUARD RIOLLE, chef de mission
Jaques MAURY, conseiller

CIRAD :

Jacques DUBERNARD, délégué du CIRAD

FED-PGI

Sophie LEVU, sociologue au programme grande irrigation

ANNEXE 2 : ENQUÊTES EXPLOITATIONS PSI / 97 - Principaux traitements à effectuer

Itinéraire technique :

- structure des exploitations (famille, foncier, cheptel)
- variétés utilisées
- niveau d'intrants, type d'intrants, prix unitaire
- rendements
- coûts de production (hors main-d'oeuvre)

Commercialisation :

- prix moyen de vente par décade
- cumul des volumes récoltés par décade
- date de début de récolte et nombre de récoltes par parcelles
- lieu de vente
- mode de mise en marché

Utilisation des revenus :

- pourcentage des dépenses par grandes catégories
- type de financement par catégorie de dépenses
- dépenses totales / investissement du ménage

Utilisation de la production :

- pourcentage vente / autoconsommation / don

Proposition de stratification par zone :

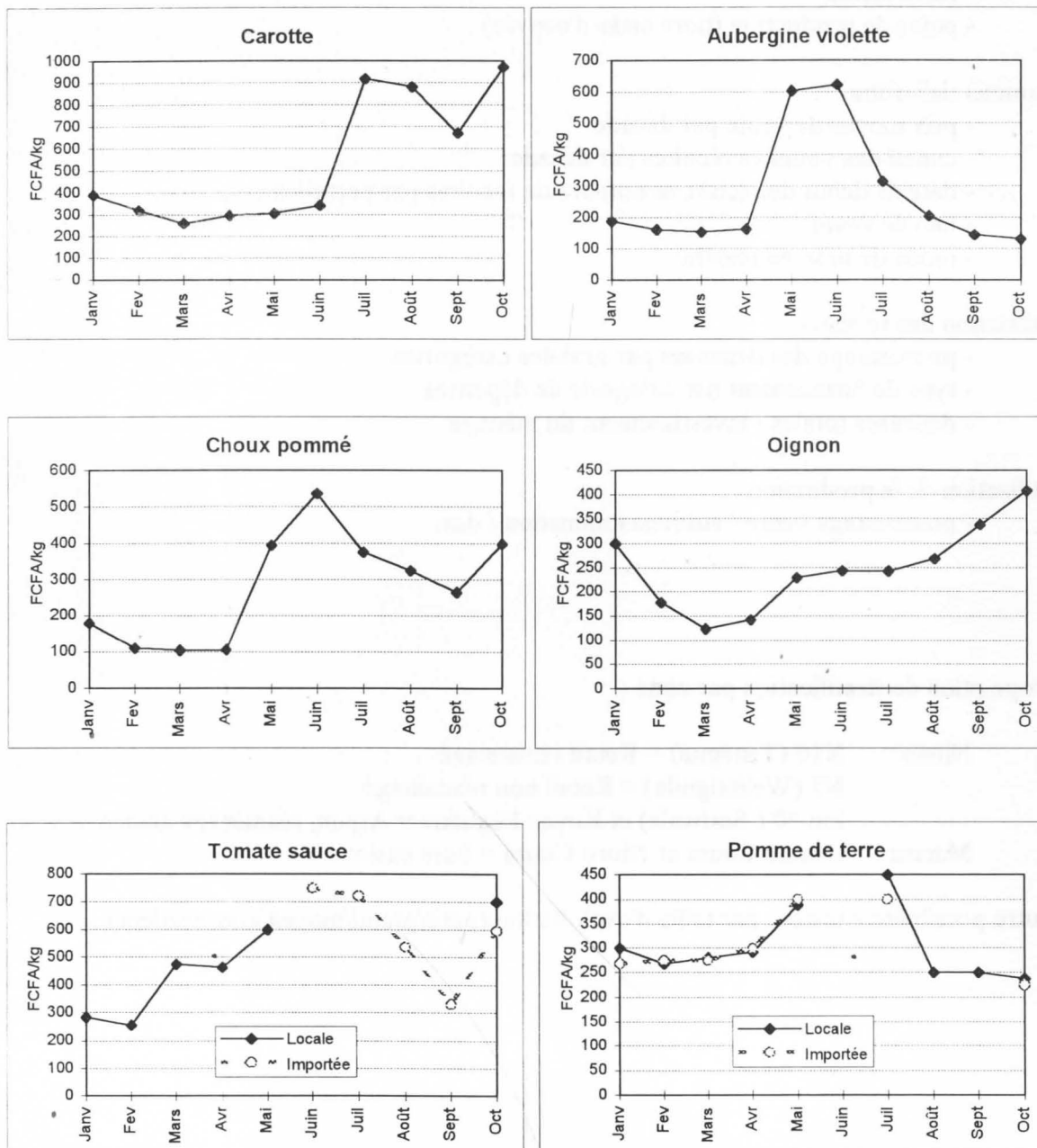
- Niono : N10 (Ténégué) = Retail réaménagé
N7 (Welintiguila) = Retail non réaménagé
km 30 (Seriwala) et Koyan Péguéna = Arpon, réaménagé ancien
- Macina : Bassan Coura et Nioro Coura = hors casier

Autre possibilité à tester : par taille d'exploitation (petit/grand/moyen/non-résident)

ANNEXE 3 : Evolution du prix des légumes à Niamey

Source : SIM-CAREco

(prix de détail)



ANNEXE 4 - CANEVAS DE FICHE SYNTHÉTIQUE PAR PRODUIT

1. CHIFFRES GÉNÉRAUX

1.1. Production et importation

- Surface ; évolution depuis 1990
(irriguée/ non-irriguée, Hiv/CS, total pays/périmètres irrigués)
- Production ; évolution depuis 1990
(détail idem)
- Rendements ; évolution depuis 1990
(détail idem)
- Importations ; évolution depuis 1990
volume et origines

1.2. Prix

- Evolution du prix au producteur
- Evolution du prix à la consommation
(éventuellement par qualité et pour produit importé / local)
- Valeur totale de la production

2. CARACTÉRISATION DE LA PRODUCTION

- Principales caractéristiques des systèmes de culture
(insertion / riz, calendrier cultural, itinéraire technique, principales contraintes)
- Structure du coût de production et rendements pour les principaux systèmes de culture

3. CARACTÉRISATION DE L'AVAL

- Principales utilisations
(autoconsommation, commerce local, approvisionnement urbain, agro-industrie, export)
- Spécifications des qualités recherchées pour les différents types d'utilisation
- Principaux opérateurs à l'aval

4. ENVIRONNEMENT INSTITUTIONNEL

Interventions publiques :

- Politique de prix
- Politique douanière (taxes, quotas)
- Crédit institutionnel
- Encadrement technique
- Interventions directes d'organismes publics (transformation ou commercialisation)

ANNEXE 5 - DOCUMENTS COLLECTES AU COURS DE LA MISSION

(liste complémentaire à celles établies dans le rapport de mission de Ph. Godon)

CILSS/INSAH, août 1998. Resindex ; bibliographie sur le Sahel. n° 15, 86 p.

MALI

CHOHIN, juin 1997. La filière oignon au Mali. Enjeux et perspectives. INSAH/PRISAS, 39 p.

CHOHIN-KUPER, KELLY, MARIKO, juil. 1998. Evolution du maraîchage de la zone de l'Office du Niger après la dévaluation du FCFA (document provisoire). IER/ECOFIL, INSAH/PRISAS, 29 p.

COULIBALY, BAH, BENGALY, juin 1998. Valorisation des produits maraîchers en zone Office du Niger : note sur le commercialisation des échalotes/ oignons, Office du Niger / URDOC, 25 p.

FAO, déc. 1996. Analyse de la sous-filière maraîchage péri-urbain, district de Bamako, Mali. Document de formation pour la planification agricole, FAO / TCAS, 60 p.

MARIKO, CHOHIN-KUPPER, KELLY, août 1998. L'évolution de la filière riz à l'Office du Niger depuis la dévaluation du FCFA (document provisoire). INSAH / PRISAS, 24 p.

MARIKO, KELLY, CHOHIN-KUPPER, mai 1998. Comment augmenter les revenus des producteurs ? Leçons de l'Office du Niger au Mali. Bulletin de synthèse, INSAH, IER. 4 p.

SINGARE, CAMARA, REARDON, TEME, SANOGO, 1997. La consommation alimentaire à domicile des Bamakois avant et après la dévaluation du franc CFA. INSAH / PRISAS, 8 p.

SOW H.M., déc. 1997. Déterminants de la consommation des différents types d'oignons/ échalotes et dérivés commercialisés à Bamako dans le contexte de post-dévaluation du franc CFA. Mémoire d'ingénieur IPR-IFRA, 47 p.

ROUX, fev. 1997. Diversité des exploitations agricoles du périmètre de Baguinéda, INSAH/ PRISAS, 18 p. + annexes

Office du Niger / URDOC, fev. 1998. 3ème atelier de commercialisation échalotes/oignons, du 27 au 28 février 1998. 16 p.

ZUPPIROLI, 1997. De Niono à Baguinéda : la commercialisation de la tomate industrielle à la SOMACO. Compte rendu de stage, Centre Horticole de Lullier, ON / URDOC, 26 p.

NIGER

Anonyme, juin 1998. Conception et mise en place d'un système d'information sur les marchés et les prix. Rapport final. ANPIP, Tecsalt International Lt.

Anonyme, 1996. Etude sur les filières agro-pastorales. Niamey, CADEG 157 p.

MOUARI MAMANE, (date ?, > 92). Etude de l'agriculture maraîchère intra et péri-urbaine à Niamey. Ministère de l'hydraulique et de l'environnement, Projet d'appui à la gestion des terroirs,

82 p.

OPVN, avril 1997. Annuaire des prix des céréales au Niger, 1990-1996. SIM, 64 p.

OPVN, février 1998. Annuaire des prix des céréales et du niébé, 1997. SIM, 42 p.

OPVN, mai 1998. Bulletin semestriel d'analyse, oct 97-mars 98. SIM 29 p.